

## **RÈGLEMENT NUMÉRO 06-2013 RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX**

---

**ATTENDU QUE** la Loi sur le traitement des élus municipaux détermine les pouvoirs du conseil en matière de fixation de la rémunération;

**ATTENDU QUE** le territoire de la Municipalité est déjà régi par un règlement sur le traitement des élus municipaux, mais que, de l'avis du conseil, il y a lieu d'actualiser ledit règlement et de le rendre plus conforme aux réalités contemporaines;

**ATTENDU QUE** suivant l'article 2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, le conseil d'une municipalité peut, par règlement, fixer la rémunération des membres du conseil et que l'article 5 de la même loi prévoit que la rémunération peut être indexée à la hausse;

**ATTENDU QU'** un avis de motion ainsi qu'un premier projet du présent règlement ont été donnés à la séance ordinaire du 11 novembre 2013;

**ATTENDU QU'** une copie du règlement faisant l'objet des présentes a été remise aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

**EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par, Mme Amélie Vaillancourt-Lacas, conseillère, appuyé par Mme Diane Pigeon, conseillère, et résolu à l'unanimité le maire s'étant abstenu de voter, d'adopter le règlement 06-2013 relatif au traitement des élus municipaux.

Le conseil municipal décrète ce qui suit :

### **ARTICLE 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

### **ARTICLE 2**

Le présent règlement remplace le règlement numéro 02-2010.

### **ARTICLE 3**

Le présent règlement fixe une rémunération de base annuelle pour le maire et pour chaque conseiller de la Municipalité, le tout pour l'exercice de l'année 2014 et les exercices financiers suivants.

### **ARTICLE 4**

La rémunération de base annuelle du maire est fixée à 23 964 \$ et celle de chaque conseiller est fixée à 6 978 \$.

### **ARTICLE 5**

Une rémunération additionnelle est de plus accordée en faveur du poste de maire suppléant et est fixée à 96 \$ par mois de calendrier ou fraction de mois de calendrier pendant lequel l'élu occupe ce poste.

### **ARTICLE 6**

## **RÈGLEMENT NUMÉRO 06-2013 RELATIF AU TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX**

---

Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de soixante jours, le maire suppléant aura droit, à compter de ce moment et jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du maire pendant cette période.

### **ARTICLE 7**

En plus de toute rémunération ci-haut fixée, chaque élu aura droit à une allocation de dépense d'un montant égal à la moitié du montant de la rémunération, abstraction faite de l'excédant prévu à l'article 20 de la *Loi* sur le traitement des élus municipaux, jusqu'à concurrence du maximum prévu à l'article 22 de cette *loi*.

Toutefois, lorsque le montant égal à la moitié de celui de la rémunération du maire prévue aux articles 12 et 13 de la *Loi* sur le traitement des élus municipaux ou excède le maximum prévu à l'article 22 de cette *loi*, l'excédant lui est versé à titre de rémunération plutôt que d'allocation de dépenses.

### **ARTICLE 8**

La rémunération de base et la rémunération additionnelle, telles qu'établies par le présent règlement, seront indexées à la hausse pour l'exercice financier 2015 et les exercices financiers suivants.

L'indexation consiste dans l'augmentation pour l'exercice 2014 d'un pourcentage correspondant au taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada par Statistiques Canada.

Lorsque le produit du calcul prévu au deuxième alinéa n'est pas un multiple de 10, il est porté au plus proche multiple de ce nombre.

### **ARTICLE 9**

Le conseil décrète le présent règlement dans son ensemble et également paragraphe par paragraphe et article par article, de manière à ce que si un paragraphe ou un article devait être déclaré nul, les autres dispositions du règlement continuent de s'appliquer.

### **ARTICLE 10**

Le présent règlement prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### **ARTICLE 11**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la *Loi*.

---

Marie-France Brisson,  
Directrice générale  
Secrétaire-trésorière

---

Maurice Plouffe,  
Maire

Avis de motion : 11 novembre 2013  
Présentation du projet de règlement : 11 novembre 2013  
Affichage de l'avis public : 12 novembre 2013  
Adoption du règlement : 9 décembre 2013  
Affichage de l'avis d'entrée en vigueur : 10 décembre 2013